RAPPORT SUR LE PARTENARIAT MONDIAL DU G8, SAINT-PÉTERSBOURG, LE 16 JUILLET 2006

Nous réaffirmons notre engagement à l'égard du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, tel qu'il figure dans les documents issus du Sommet du G8 tenu à Kananaskis en 2002.

Depuis 2002, le Partenariat mondial est devenu une initiative internationale de grande ampleur qui a contribué à l'accroissement de la sécurité et de la stabilité dans le monde. Quatorze États y ont maintenant adhéré. Nous demeurons ouverts à un élargissement du Partenariat à d'autres pays bénéficiaires, y compris ceux de la Communauté des États indépendants et aux pays donateurs qui soutiennent les documents de Kananaskis.

Au cours de l'année écoulée, il y a eu une progression soutenue dans la transformation des engagements initiaux en projets et activités. Cela dit, nous reconnaissons également que tous les participants doivent en faire davantage pour rendre la coopération plus efficace en vue de la réalisation des objectifs du Partenariat.

La destruction des armes chimiques, le démantèlement des sousmarins nucléaires mis hors service, le recrutement d'anciens chercheurs du secteur de l'armement et l'élimination des matières fissiles ont été placés au rang des priorités à Kananaskis. La Fédération de Russie considère que les deux premiers de ces domaines de coopération sont d'une importance capitale pour la mise en œuvre des projets du Partenariat sur son territoire.

Nous réaffirmons notre engagement à réunir jusqu'à 20 milliards de dollars d'ici 2012 pour soutenir les projets menés dans le cadre de cette initiative, initialement en Russie.

I. PROGRÈS PRATIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT MONDIAL

Destruction des armes chimiques

Il a été reconnu à Kananaskis que, pour éliminer ses stocks d'armes chimiques et respecter ainsi ses obligations aux termes de la Convention sur les armes chimiques, la Russie a absolument besoin d'une aide internationale pour la construction des installations nécessaires à cette fin. La Russie a considérablement augmenté son propre financement du programme de destruction de ces armes sur son territoire, mais elle souligne aussi l'importance de l'aide étrangère pour accélérer la mise en œuvre de ce programme.

Deux installations de destruction d'armes chimiques ont été construites. Celle de Gorny, qui a fonctionné de 2002 à 2005, a détruit toutes les armes qui y étaient stockées. L'Allemagne, l'Union européenne, les Pays-Bas, la Finlande et la Pologne ont contribué à ce processus. Celle de Kambarka, devenue opérationnelle à la fin de décembre 2005, a été construite avec l'aide de l'Allemagne, de l'Union européenne, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Suède et de la Finlande.

Les travaux de construction à l'installation de Shchuch'ye ont progressé, avec le soutien des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Suisse, de la République tchèque, de l'Union européenne, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède, de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande et de la Belgique. Cette installation devrait être opérationnelle en 2008. La France prévoit contribuer financièrement au processus de destruction des armes chimiques en Russie, d'abord à Shchuch'ye, après la ratification de l'accord bilatéral du 14 février 2006.